



OBSERVATOIRE
DU SAHARA
ET DU SAHEL



CLEAN AIR
TASK FORCE

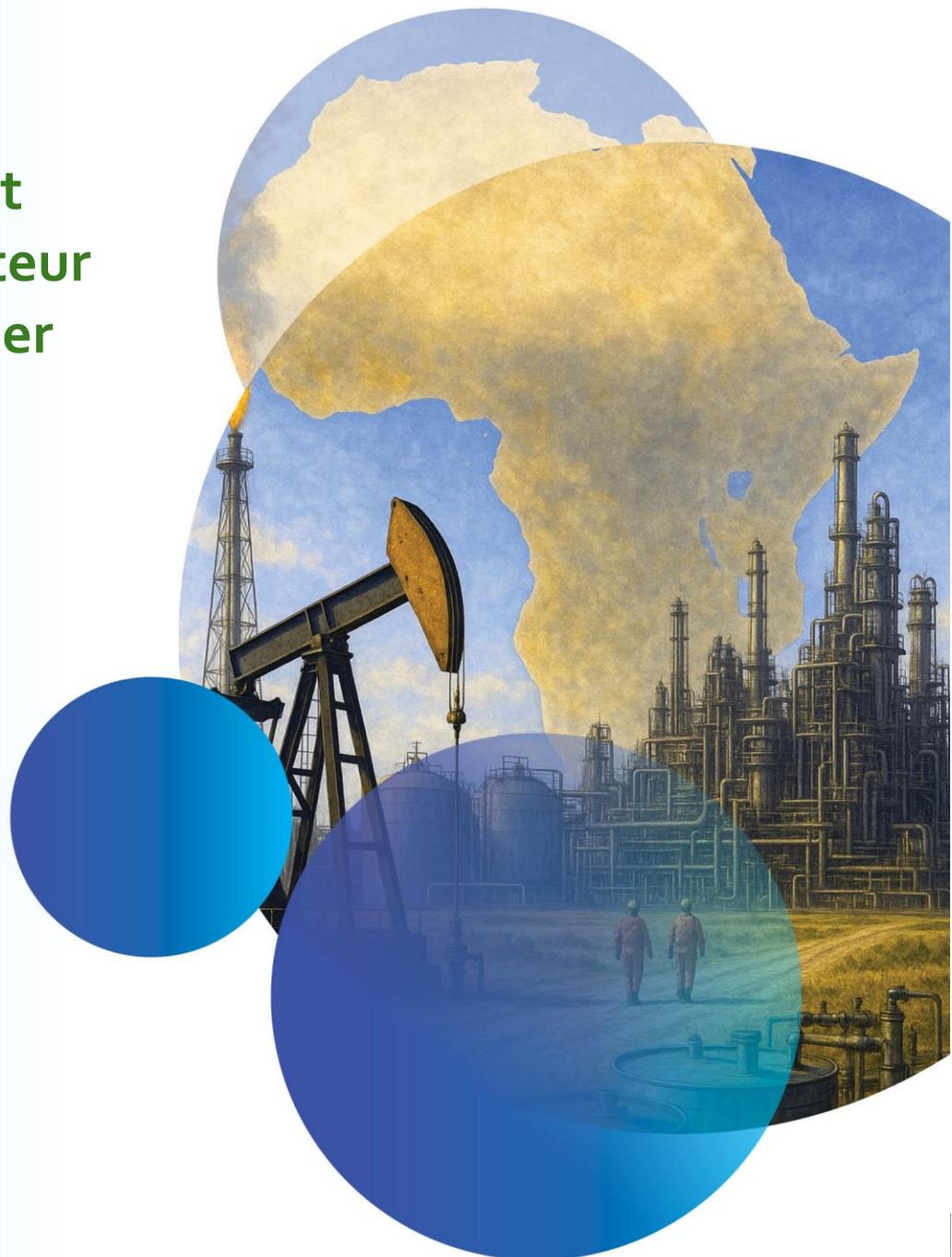
Le Méthane : une opportunité à saisir

Comment une réglementation intelligente peut renforcer le secteur pétrolier et gazier africain ?

Le secteur pétrolier et gazier africain doit concilier croissance économique et responsabilité climatique.

Cet article explique comment la réglementation sur le méthane (soutenue par une collaboration régionale et des partenariats mondiaux) peut apporter des avantages à la fois climatiques et économiques.

L'OSS, en partenariat avec la CATF et d'autres acteurs, œuvre à la promotion de cet effort en Afrique du Nord.



Introduction

Les émissions de méthane provenant du secteur pétrolier et gazier représentent l'un des facteurs les plus urgents, mais souvent négligés, du changement climatique. Le méthane est un puissant gaz à effet de serre qui retient beaucoup plus de chaleur que le dioxyde de carbone à court terme. Pour l'Afrique, où le gaz naturel et le pétrole jouent un rôle de plus en plus crucial dans le développement économique, les émissions liées à leur extraction et à leur utilisation représentent un défi majeur. Néanmoins, ce défi offre également une opportunité stratégique de transformation. Le continent peut éviter de répéter les erreurs commises par les régions plus industrialisées en intégrant des stratégies de réduction des émissions de méthane dès le début du développement des industries pétrolières et gazières. À l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), avec le soutien technique de la Clean Air Task Force (CATF) et le financement de la Fondation Lemelson, nous contribuons à un effort croissant de sensibilisation, de renforcement des capacités et de dynamique en faveur de la réduction des émissions de méthane dans les pays africains. La sensibilisation à la réduction des émissions de méthane dans le secteur pétrolier et gazier est cruciale pour plusieurs raisons environnementales, économiques et sociales. Ces efforts de sensibilisation permettent aux pays africains producteurs de pétrole et de gaz de mieux communiquer leurs actions climatiques à la communauté internationale. Cela peut renforcer la crédibilité des engagements nationaux en matière de climat et améliorer l'accès au financement international, à l'assistance technique et aux opportunités d'investissement en matière de climat.

Comprendre le méthane et son importance mondiale et africaine

Le méthane est responsable d'environ la moitié du réchauffement climatique net observé aujourd'hui. Il est plus de 80 fois plus puissant que le dioxyde de carbone à retenir la chaleur sur une période de 20 ans. Heureusement, sa durée de vie atmosphérique est relativement courte, d'environ douze ans en moyenne, mais son impact climatique à court terme est bien plus important. Cela signifie que les mesures prises aujourd'hui pour réduire les émissions de méthane peuvent être rapidement bénéfiques et mesurables dès la génération actuelle. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont souligné à plusieurs reprises que la réduction des émissions de méthane est l'une des stratégies les plus efficaces pour stabiliser le climat à court terme.

Cette opportunité est d'autant plus pertinente en Afrique. Le continent connaît une urbanisation rapide, une demande énergétique croissante et un nombre croissant de pays développent leurs secteurs pétrolier et gazier. Cela représente une opportunité unique de mettre en œuvre dès le départ des pratiques modernes et responsables face au climat. De plus, la réduction des émissions de méthane ne se limite pas à la protection de l'environnement. C'est aussi une opportunité économique majeure. Le méthane est le principal composant du gaz naturel. Chaque tonne de méthane rejetée dans l'atmosphère représente de l'énergie qui aurait pu être utilisée localement ou exportée pour générer des revenus. Outre les secteurs pétrolier et gazier, les émissions de méthane proviennent également de l'agriculture (élevage, gestion du fumier, riziculture), des déchets, des zones humides, des océans, des lacs et de sources géologiques.

État actuel de la gestion des émissions de méthane en Afrique du Nord

Malgré l'opportunité et la nécessité d'agir, les réglementations spécifiques sur le méthane demeurent largement ignorées dans de nombreux pays nord-africains producteurs de pétrole. L'Algérie, la Libye et la Tunisie disposent toutes de secteurs pétrolier et gazier commercialement viables. Cependant, aucun de ces pays n'a mis en œuvre de réglementation spécifique sur le méthane en 2024. L'Égypte est actuellement en train d'élaborer des politiques dont la mise en œuvre reste insuffisante. Ce manque de réglementation ne se résume pas au volet politique. Il représente une occasion manquée d'améliorer l'efficacité énergétique, d'accroître les rendements économiques et de réduire les risques climatiques.

Les données résumées dans le tableau ci-dessous mettent en évidence l'état de la réglementation sur le méthane dans les pays nord-africains producteurs de pétrole et de gaz.

Tableau 1 : Pays d'Afrique du Nord dotés de secteurs pétrolier et gazier et d'un statut de réglementation du méthane

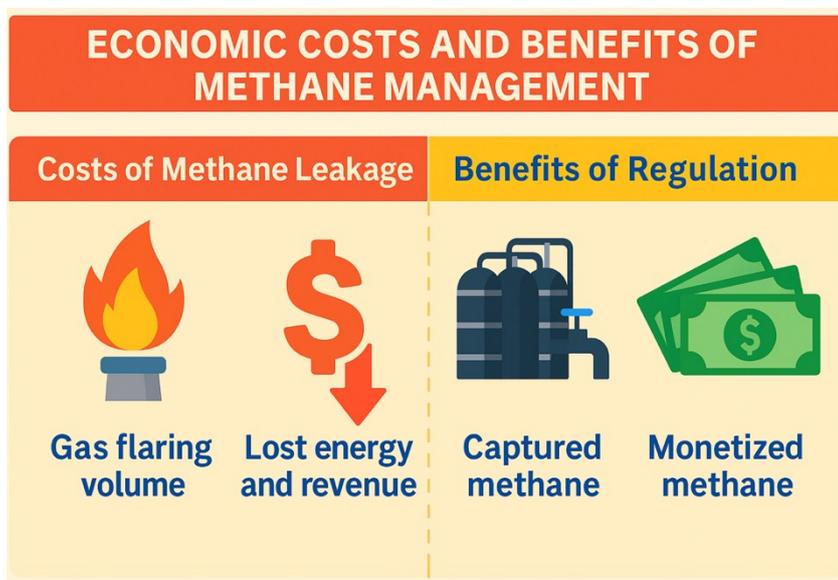
<i>Pays</i>	Secteur commercial du pétrole et du gaz	Réglementation spécifique sur le méthane
<i>Algérie</i>	Oui	Non
<i>Libye</i>	Oui	Non
<i>Tunisie</i>	Oui	Non
<i>Égypte</i>	Oui	En cours d'élaboration

L'Algérie est l'un des plus grands producteurs de pétrole et de gaz d'Afrique, avec d'importantes exportations vers l'Europe. Elle affiche également l'une des plus fortes intensités d'émissions de méthane du continent. La Libye, malgré son instabilité politique, possède d'importantes réserves de pétrole et demeure un producteur important. La production tunisienne est plus modeste, mais reste commercialement de taille. Aucun de ces pays n'a encore adopté de politiques ciblées pour réduire les émissions de méthane liées à ses activités pétrolières et gazières.



Efforts de la CATF au Ghana et au Nigéria

Ces dernières années, la CATF a collaboré avec des organismes de réglementation, des institutions universitaires et des organisations de la société civile pour dynamiser les efforts de réduction des émissions de méthane en Afrique de l'Ouest. Ces efforts ont fourni un précieux modèle pour la poursuite d'actions similaires en Afrique du Nord.



Au Ghana, la CATF a collaboré avec l'Autorité de protection de l'environnement (EPA) pour renforcer l'expertise technique et évaluer les émissions de méthane dans les secteurs du pétrole, du gaz et des déchets. Ce travail comprenait la formation des organismes de réglementation et des scientifiques, la collecte de données sur les émissions à l'aide de technologies de surveillance avancées et l'engagement des responsables politiques à intégrer le méthane aux objectifs climatiques nationaux. Ces efforts ont jeté les bases de l'élaboration d'un cadre de mesure, de déclaration et de vérification du méthane. Le leadership du Ghana dans ce domaine a démontré que l'innovation politique et le renforcement des capacités peuvent aller de pair, même dans le contexte d'un pays en développement.

Au Nigéria, la CATF s'est associée à la Commission de Régulation du Pétrole en Amont du Nigéria (NUPRC) pour contribuer à la conception et à la mise en œuvre de directives sur le méthane, qui comptent désormais parmi les plus avancées d'Afrique. Une campagne de terrain dans l'État du Delta a permis de déployer des caméras d'imagerie optique des gaz sur cinq sites pétroliers et gaziers. Cette campagne a confirmé la présence de fuites de méthane généralisées. Elle a également démontré comment des technologies rentables pouvaient être déployées pour favoriser la conformité aux nouvelles réglementations. Il est important de noter que cette campagne ne se limitait pas à un exercice technique. Elle s'est accompagnée d'efforts de renforcement des capacités, de coordination institutionnelle et d'engagement avec les opérateurs pour garantir que les résultats soient exploitables.



Comment les leçons de l'Afrique de l'Ouest s'appliquent à l'Afrique du Nord ?

Les expériences du Ghana et du Nigéria montrent qu'une réglementation efficace du méthane n'est pas l'apanage des pays à revenu élevé. Ces succès ont été obtenus grâce à une combinaison de volonté politique, de partenariats stratégiques et d'un soutien technique ciblé. Les pays d'Afrique du Nord peuvent tirer profit de cette expérience de plusieurs manières.

Tout d'abord, des pays comme la Tunisie et la Libye, qui continuent de développer leurs infrastructures pétrolières et gazières, peuvent très bien mettre en place de sérieux contrôles du méthane dès le départ. Ils peuvent adopter des pratiques exemplaires telles que des programmes réguliers de détection et de réparation des fuites, des systèmes de surveillance continue des émissions et des mécanismes transparents de reporting sur les émissions. Ces pratiques peuvent être intégrées aux nouveaux projets d'infrastructures à un coût minime par rapport à une modernisation ultérieure.

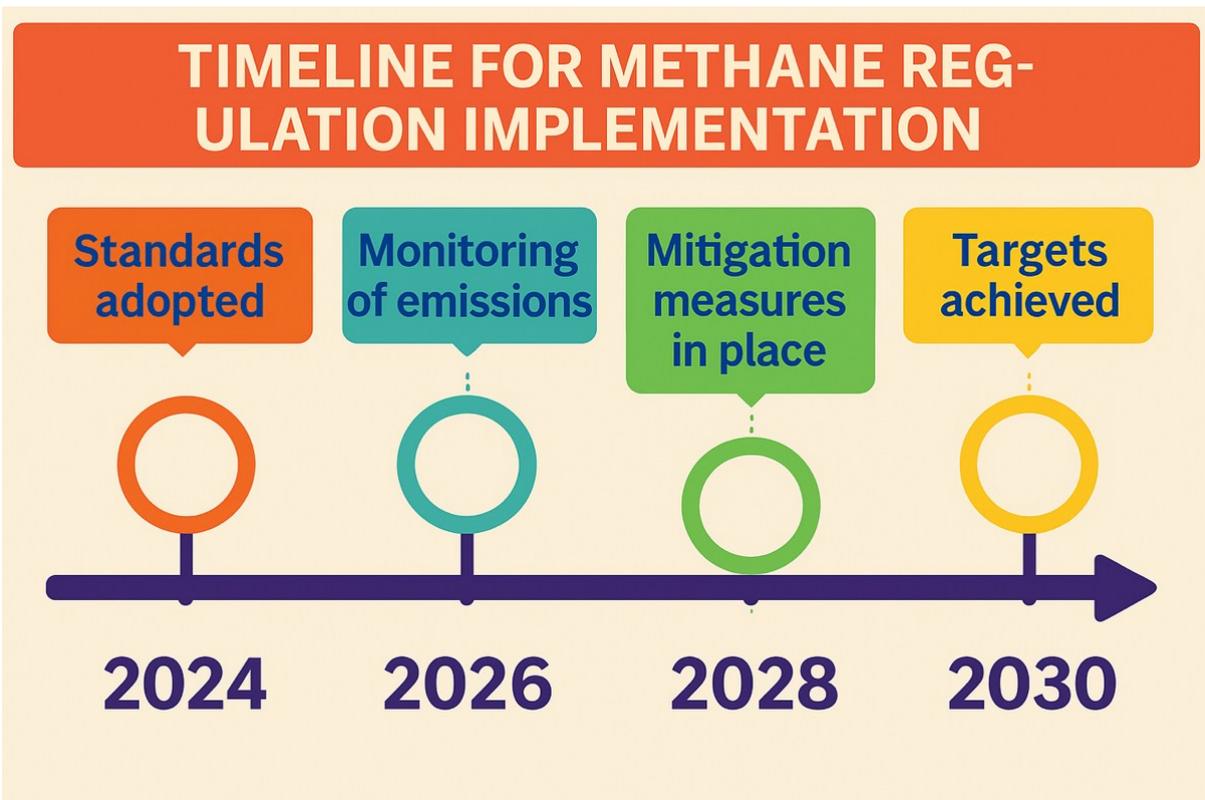
Et puis, même les gros producteurs comme l'Algérie peuvent tirer profit de la modernisation de leurs stratégies de gestion du méthane. Nombre des installations pétrolières et gazières du pays sont vieillissantes et donc plus sujettes aux fuites. En tirant les leçons de l'évolution réglementaire du Nigéria, l'Algérie peut prioriser les actifs à haut risque, développer des protocoles d'inspection et investir dans le déploiement de technologies à grande échelle.

Changer la perception de la réglementation en Afrique

L'un des défis auxquels sont confrontés de nombreux pays africains est la perception selon laquelle la réglementation environnementale ralentirait le développement ou découragerait l'investissement. Cette perception est de plus en plus remise en question par les preuves démontrant les avantages d'une réglementation intelligente et efficace. À l'échelle mondiale, la réglementation s'avère être un moteur de modernisation, et non un obstacle à la croissance. Des règles bien pensées n'entravent pas les industries. Au contraire, elles les aident à optimiser leur fonctionnement, à réduire leurs pertes et à attirer des financements.

Une réglementation efficace sur le méthane peut réellement renforcer les secteurs pétrolier et gazier en garantissant le bon fonctionnement des ressources. Capturer le méthane plutôt que le torchage ou les fuites permet de dégager de la valeur économique, que ce soit par l'utilisation nationale ou l'exportation. Cela crée non seulement de la valeur économique, mais améliore également la résilience et la crédibilité du secteur. Par ailleurs, les prêteurs et les investisseurs prennent de plus en plus en compte la performance environnementale dans leurs évaluations des risques. Les pays qui font preuve de leadership en matière de gestion du méthane sont plus susceptibles d'accéder aux financements internationaux, aux transferts de technologie et aux partenariats d'investissement.





La mise en œuvre d'une réglementation rigoureuse peut également réduire les responsabilités environnementales à long terme, améliorer la santé publique et renforcer l'acceptabilité sociale des activités. Les communautés vivant à proximité des infrastructures pétrolières et gazières souffrent souvent d'une mauvaise qualité de l'air et d'une dégradation environnementale. Par conséquent, la lutte contre les émissions de méthane peut avoir d'importants co-bénéfices qui renforcent le contrat social entre l'industrie, le gouvernement et les citoyens.

Le rôle de l'OSS et l'impact régional du renforcement des capacités

Alignement sur la stratégie 2030 de l'OSS

Pilier stratégique de l'OSS 2030	Alignement
Pilier 1 : Adaptation et atténuation du changement climatique	✓ Souligne la réduction du méthane comme une opportunité majeure d'atténuation avec des co-bénéfices climatiques.
Pilier 2 : Gestion durable des ressources naturelles	✓ Favorise l'efficacité et la réduction des déchets dans les opérations pétrolières et gazières.
Pilier 4 : Gouvernance et soutien institutionnel	✓ Soutient le renforcement des capacités et les cadres réglementaires pour une meilleure gestion du méthane.
Transversal : Interface science-politique	✓ Utilise les leçons de la CATF et le plaidoyer fondé sur les données pour orienter le dialogue politique.
Coopération régionale	✓ Défend l'apprentissage régional partagé de l'Afrique de l'Ouest à l'Afrique du Nord.



À l'OSS, notre travail vise à aider les pays africains à relever le double défi de la résilience climatique et du développement durable. Grâce à notre collaboration avec la CATF, nous développons les connaissances institutionnelles, partageons notre expertise technique et soutenons la création de supports de mobilisation publique susceptibles d'alimenter les débats nationaux. Nous souhaitons continuer à rechercher des moyens de sensibiliser à l'importance de la réduction des émissions de méthane dans le secteur pétrolier et gazier et d'encourager toutes les parties prenantes, notamment en Afrique du Nord, à prendre des mesures concrètes. Bien que les données par pays restent limitées, une estimation basée sur les engagements nationaux et les émissions totales suggère que le secteur pétrolier et gazier représente environ 60 à 70 % des émissions de méthane couvertes par les CDN africaines. Cette estimation est corroborée par des analyses régionales, telles que celles de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui indiquent que les émissions de méthane provenant des combustibles fossiles en région subsaharienne ont diminué ces dernières années, en partie grâce à la réduction des activités pétrolières et gazières au Nigéria. De nombreux pays africains ont inclus la réduction des émissions de méthane (et plus généralement des émissions du secteur pétrolier et gazier) dans leurs CDN, car cela est techniquement réalisable grâce aux technologies existantes (surveillance, détection des fuites, réduction du torchage, récupération du gaz, etc.). Cela offre également des avantages économiques, comme la monétisation du gaz récupéré et renforce leur crédibilité sur la scène internationale et peut faciliter l'accès au financement climatique.

Nous pensons que ces efforts de communication publique sont essentiels pour catalyser le changement politique. Ils contribuent à traduire les connaissances techniques en messages accessibles et pertinents pour divers publics. En collaborant avec les médias locaux et les partenaires régionaux, nous souhaitons garantir que le débat sur la réduction des émissions de méthane ne se limite pas aux experts techniques, mais touche également les décideurs, les investisseurs, les dirigeants communautaires et le public.



Conclusion

L'Afrique peut devenir un leader mondial de la gestion responsable du méthane. Le continent peut éviter les écueils rencontrés par les pays plus développés et tracer une voie qui harmonise développement économique et protection de l'environnement. Les exemples du Ghana et du Nigéria démontrent que des progrès significatifs sont possibles, même avec des ressources limitées. Avec le soutien de partenaires internationaux tels que la CATF et la Fondation Lemelson, des organisations comme l'OSS sont prêtes à contribuer à la reproduction et à l'expansion de ces réussites.

Nous encourageons les gouvernements, les organismes de réglementation et les acteurs du secteur en Afrique du Nord à saisir cette opportunité. La réduction des émissions de méthane n'est pas seulement une obligation environnementale. C'est la voie vers un secteur pétrolier et gazier plus prospère, plus résilient et plus compétitif. Alors que des pays comme la Tunisie commencent à explorer la prochaine phase de développement énergétique, le moment est venu d'investir dans des politiques et des pratiques qui produiront des bénéfices à long terme. Avec une vision et des partenariats pertinents, l'Afrique peut transformer le méthane, autrefois considéré comme une menace, en un outil de croissance durable. En institutionnalisant la réglementation du méthane par le biais de politiques inclusives et fondées sur des données probantes, l'Afrique peut devenir un modèle mondial de développement énergétique respectueux de l'environnement, porté par le leadership africain et la coopération régionale.

